

# Micro-tendu du Président de la République à l'arrivée au Conseil européen.

Emmanuel MACRON

Bonjour Messieurs, Dames, merci beaucoup d'être là.

Je voulais vous dire quelques mots avant ce Conseil européen. D'abord, nous allons évoquer pendant ce Conseil les questions de compétitivité suite à la retraite stratégique que nous avons effectuée il y a quelques semaines. Là-dessus, le cap que nous défendons est clair, les conclusions de ce Conseil sont tout à fait bonnes. Nous voulons plus de simplification, un approfondissement du marché unique européen pour aller plus vite, pour être plus compétitifs. Nous voulons plus d'investissements, en particulier en matière d'innovation, de recherche, de technologie. Nous voulons une diversification de nos partenariats, qui est nécessaire dans le contexte géopolitique que nous connaissons, et nous défendons une préférence européenne dans des secteurs stratégiques clés pour protéger justement notre capacité à innover, ou les capacités de production que les Européens ont. Le texte reflète ces priorités avec un agenda clair et des résultats dans les semaines et les mois qui viennent.

Le deuxième sujet sur lequel je souhaitais insister, c'est la régulation des questions numériques. Comme vous le savez, nous sommes en train de parachever une réforme pour protéger nos enfants, nos adolescents de moins de 15 ans en France, et il reviendra à la Commission européenne de prendre les dispositions pour pouvoir vérifier l'âge. C'est sa compétence. Nous avons une initiative que plusieurs États membres poursuivent. J'ai pu écrire aussi à la présidente de la Commission à cet égard, et c'est un point important sur lequel nous avançons à plusieurs.

Parlant des questions de régulation des réseaux sociaux, de l'intelligence artificielle, je défendrai dans ces conclusions et lors de cette session aussi la lutte contre les interférences et les manipulations de l'information. Il y a à chaque élection aujourd'hui en Europe des interférences qui troublent les processus électoraux. En ce moment même en Slovénie, le Premier ministre Golob, qui est en train de faire campagne pour avoir un nouveau mandat du peuple slovène, a été victime d'interférences caractérisées, de fausses informations et d'interférences de pays tiers. J'en ai parlé avec lui hier soir et ce matin. Les Européens doivent absolument se mobiliser pour protéger nos démocraties de ces interférences. C'est une nécessité, c'est ce bouclier démocratique dans lequel nous croyons.

Nous aurons ensuite l'occasion d'évoquer évidemment la situation en Ukraine, d'abord parce que nous parlerons avec le Président Zelensky et là-dessus les choses sont simples. Je voudrais insister sur deux points. Nous devons d'abord mettre en œuvre le prêt de 90 milliards d'euros qui a été décidé en décembre dernier. C'est une décision qui a été prise par les chefs d'État et de gouvernement, elle doit être mise en œuvre. Et nous devons accroître nos capacités de production militaire. C'est ce que nous défendons depuis des mois. Nous avons mis les instruments en place parce qu'on sait que nous-mêmes, pour notre sécurité et les Ukrainiens, auront besoin de plus en plus de production européenne dans le contexte actuel.

Le troisième sujet que nous évoquerons est évidemment la situation au Moyen-Orient, d'abord par une discussion avec le secrétaire général Guterres, qui nous permettra de revenir aussi sur la situation humanitaire à Gaza que nous ne devons pas oublier et pour laquelle nous devons rester mobilisés. Et puis nous défendons évidemment une désescalade, un retour à la stabilité au Moyen-Orient. Je voudrais dire ici qu'hier, j'ai eu l'occasion d'échanger avec l'émir du Qatar, qui a été directement frappé, et des capacités de production de gaz ont été frappées. Plusieurs autres pays du Golfe ont été frappés pour la première fois sur leurs capacités de production, de la même manière que l'Iran avait été frappé le matin. Cette escalade est inconsiderée. J'ai pu hier ensuite parler avec le président Trump, et il a, dans la nuit, lui-même appelé à cesser tous ces bombardements et ces attaques contre les infrastructures civiles, gaz, pétrole, mais aussi eau.

Je veux dire ici, nous défendons l'idée d'un moratoire sur les infrastructures civiles, les personnes civiles dans ce conflit, et une désescalade rapide. Et alors que la région entre dans une période de fête religieuse, je pense que tous les esprits devraient se calmer et le combat devrait stopper au moins pour quelques jours pour essayer de redonner une chance aux négociations. Et c'est un point absolument clé, là aussi, de notre agenda. Donc la France défend, comme à chaque fois, le retour à la négociation, le retour au dialogue, la désescalade dans la région. Voilà ce dont nous allons parler.

Évidemment, nous aurons aussi l'occasion d'évoquer beaucoup d'autres sujets, les questions migratoires. Nous aurons un sommet zone euro, mais c'était les points essentiels que je voulais aborder dans ces propos introductifs.

Journaliste

Depuis votre appel, de nouvelles attaques sur les infrastructures énergétiques ont eu lieu, Est-ce que vous avez le sentiment qu'un accord peut se dégager ? Et surtout est-ce que vous avez soumis ce moratoire directement aux iraniens ?

Emmanuel MACRON

On est en train de le faire. J'espère que ça aboutira. Comme vous le savez, cela ne dépend pas de nous. On s'engage, on discute, mais nous n'avons pas lancé ces frappes et nous ne sommes pas évidemment impliqués. Nous sommes impliqués dans la défense des pays qui sont touchés, quand nous avons des accords de paix, simplement de manière défensive. J'espère qu'en tout cas, tout le monde reviendra à la raison, parce que tout cela, évidemment, a un impact. Un

impact pour tous les pays qui sont touchés, ça a un impact sur le marché mondial. On le sait, depuis le début de cette guerre, les prix du gaz et du pétrole ont augmenté, parce qu'on parle de 20 % de ce qui alimente le marché mondial qui passe par Ormuz. Mais si les capacités de production elles-mêmes sont détruites, il y aura un impact beaucoup plus durable de cette guerre. Donc nous allons continuer de nous mobiliser et évidemment, nous avons passé aussi ce message aux Iraniens. Je souhaite, c'est pour ça, qu'il y ait des discussions aussi directes qui puissent s'établir entre Américains et Iraniens sur ce point.

Journaliste

Plusieurs pays ont pris en Europe des mesures pour aider leurs concitoyens face à la hausse de l'énergie, est-ce qu'il va falloir faire la même chose ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, c'est au gouvernement de faire ce travail, dans les temps qui viennent. Je pense que d'abord, tout ce qu'il faut faire, c'est répondre aux causes profondes. Il y a aujourd'hui une guerre qui bloque le transit de gaz et de pétrole, et il y a aujourd'hui une guerre qui est en train de détruire certaines de ses capacités. Donc il faut absolument réussir à stopper cette situation, à ce qu'on retourne vers un moment de discussion, de négociation, et à ce qu'ensuite, dans un cadre approprié, international, non-conflictuel, on puisse progressivement permettre au transport maritime de refonctionner par le détroit d'Ormuz pour permettre au pétrole, au gaz, mais aussi aux engrais, de recirculer.

Ensuite, il y a les mesures qu'on peut prendre pendant cette période à court terme. On l'a fait en libérant des réserves stratégiques sur le pétrole, et on va continuer de piloter cela finement en concertation. Donc c'est la coordination des États, à la fois qui produisent ou qui ont des réserves stratégiques.

Ensuite, il y a les mécanismes qu'on peut activer au niveau européen. On va le faire cet après-midi en discutant justement de nos mécanismes pour trouver des flexibilités. Enfin, c'est la responsabilité des gouvernements de pouvoir accompagner les personnes ou les publics qui sont les plus touchés par cette crise. Il y a des discussions qui sont en cours avec nos agriculteurs, avec nos pêcheurs en particulier, mais c'est au gouvernement de le piloter et qu'on viendra, dans les jours, les semaines qui viennent, en fonction de l'évolution de cette situation, de pouvoir apporter les réponses qui conviennent.

Journaliste

Est-ce qu'il faut changer les objectifs de stockage de gaz ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, aujourd'hui, il faut d'abord avoir une analyse claire de la situation. Il faut essayer au maximum de préserver et de sauver les capacités de production. Il faut ensuite donner des perspectives claires sur la réouverture des voies de circulation. Après, l'Agence internationale de l'énergie coordonne un travail dans ce sens.

Journaliste

Est-ce que vous allez parler à Viktor Orban aujourd'hui ?

Emmanuel MACRON

Je parle à chaque fois à Viktor Orban et je souhaite, nous, qu'on avance sur le soutien à l'Ukraine, qui en a besoin, et qu'on tienne notre parole sur les 90 milliards d'euros de prêts.

Journaliste

Plusieurs Français ont été arrêtés à Dubaï parce qu'ils ont filmé la guerre. Est-ce que vous avez des nouvelles d'eux ? Et que fait la France pour eux ?

Emmanuel MACRON

Nous sommes dans une discussion avec les autorités, évidemment sur le plan administratif et judiciaire, pour que leur situation soit réglée. Nous avons lancé les démarches avec notre ambassade et l'ensemble des équipes pour d'abord que la situation soit clarifiée et que nos compatriotes puissent être justement libérés dans les plus brefs délais.

Journaliste

Vous avez été accusé par le candidat socialiste à la mairie de Paris d'être intervenu personnellement sur la candidate Sarah Knafo pour qu'elle se désiste, l'Elysée a démenti ce matin, quelle est votre réponse ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, ces propos n'ont aucun sens. Ils déshonorent un peu la personne qui l'a dit comme ça à l'emporte-pièce, parce que ce n'est pas sérieux. Donc non, je ne connais pas Mme Knafo à titre personnel et je n'interviens pas du tout dans ces municipales. La discussion que nous sommes en train d'avoir montré que j'ai largement autre chose à faire. Donc les municipales doivent se tenir dans le cadre le plus respectueux, le plus républicain, mais tout ça est strictement faux et je crois n'est pas à la hauteur.

Journaliste

How do you want to support Iraq and the region ? Do you think we have now a big crisis ?

Emmanuel MACRON

Look, first of all mentioning Iraq and the situation, I want to pay tribute to our soldier, Major Frion, killed by the pro-Iranian militias in Iraq and the situation in the Middle East. France is present in Iraq and has been present in Iraq since 2015 in order to fight against terrorist groups and Daesh and in order to support the Iraqi sovereignty. We are very proud of this commitment in Baghdad, in Erbil. I had the occasion to speak several times with President Barzani as well as with Prime Minister Soudani.

We stand with Iraq and with its sovereignty and its territorial integrity. What we ask is total clarity in the fight against any militias targeting French people and French soldiers because

these people are targeting de facto the Iraqi interests and they are spoiling the interests of Iraqi people.

Now, I really believe that Iraq should be apart from this war because of its sovereignty and all the groups interfering in this war are taking a great responsibility.

Journaliste

Madame Meloni demande la suppression du mécanisme d'émissions, vous êtes d'accord ?

Emmanuel MACRON

Je pense que le mécanisme dit ETS, en particulier ETS1, est un bon mécanisme parce qu'il permet de faire la transition en préservant la compétitivité, donc qui réconcilie nos objectifs de compétitivité et de climat. Il faut donc le préserver. Par contre, dans le contexte actuel, nous devons trouver des flexibilités, des souplesses qui nous permettent, dans l'environnement international que nous connaissons, de répondre à la crise. Mais il faut garder la structure, garder la philosophie, garder l'approche et ne pas perdre de vue, justement, ce qui est aussi important pour les Européens. Merci beaucoup. Je vais retrouver mes collègues. Merci beaucoup.

Journaliste

Pour le Liban, quel est l'objectif de votre ministre des affaires étrangères ?

Emmanuel MACRON

L'objectif, c'est d'apporter notre soutien plein et entier au peuple libanais, aux autorités libanaises. Au fond, nos objectifs sont simples. Nous voulons aider le Liban dans son intégrité territoriale, sa souveraineté, sa sécurité. Pour ce faire, il faut aider les autorités libanaises, politiques et militaires, à reprendre le contrôle, à avoir le monopole des armes, comme l'a dit très clairement le président Aoun, et donc leur permettre d'orchestrer ce travail, de récupérer les armes, toutes les capacités, et de les enlever au Hezbollah.

La deuxième chose, c'est ensuite de convaincre Israël que ce travail est à faire par les Libanais et les forces armées libanaises et non pas en violant la souveraineté territoriale libanaise ou en bombardant le territoire libanais.

Journaliste

Est-ce qu'il y a un plan ? Des négociations sont-elles en cours ?

Emmanuel MACRON

Il y a des propositions, il y a un travail. Comme vous le savez, il y a un mécanisme de coordination qui existe avec les Etats-Unis et la France. C'est dans ce cadre, avec les Etats-Unis, que nous continuons de travailler et nous aidons le président Aoun, le Premier ministre Nawaf Salam, et nous sommes totalement à leur côté. Merci beaucoup.

Journaliste

Est-ce qu'on a avancé sur le SCAF ?

Emmanuel MACRON

Les armées françaises et allemandes nous disent c'est pertinent, les industriels nous disent, je les ai vus, ils nous disent, c'est pertinent. Ils n'arrivent pas à s'entendre, donc notre travail, c'est de faire en sorte qu'ils s'entendent.

Donc, on a décidé ensemble de lancer une mission de rapprochement d'Airbus et de Dassault dans les semaines qui viennent, qui doit se faire de manière calme, respectueuse, pour trouver, justement, les voies de convergence. Mais le cap stratégique est clair et il fait consensus entre toutes les parties prenantes. Merci beaucoup. Merci.